

Thématique : Révision des règlements sur la sécurité sociale

Brève description et principaux objectifs :

En décembre 2016, la Commission européenne a présenté une proposition de révision des règlements existants sur la coordination de la sécurité sociale (883/2004 et 987/2009).

L'obtention d'un système modernisé de coordination de la sécurité sociale en adéquation avec la réalité sociale et économique en vigueur dans les États membres est l'un des principaux moteurs de cette initiative.

Cette initiative est complémentaire à la révision de la directive "Détachement" qui a conduit à l'adoption de la nouvelle directive "détachement" (directive 2018/957 du 28 juin 2018).

La révision des règlements de sécurité sociale ne progressant pas beaucoup, la Commission européenne et le Parlement européen ont tous deux lancé des initiatives alternatives. La Commission européenne a lancé un projet pilote sur un laissez-passer de sécurité sociale, impliquant une dizaine d'États membres et qui devrait durer jusqu'en 2023.

Le Parlement européen est sur le point d'adopter une résolution sur l'introduction d'un numéro de sécurité sociale européen avec une carte de travail personnelle.

Pourquoi la FIEC s'occupe-t-elle de cette thématique :

La mobilité au sein du marché intérieur est une question qui revêt une importance capitale pour les entreprises de construction.

La proposition de la Commission se concentre sur différents secteurs de coordination nécessitant des améliorations (accès des citoyens économiquement inactifs aux allocations sociales, aux prestations pour des soins de longue durée, aux allocations de chômage et aux allocations familiales). Cependant, la FIEC a principalement abordé les dispositions en lien avec la question du détachement, comme la nécessité de renforcer la coopération et l'échange d'informations entre administrations nationales, de renforcer la fiabilité des formulaires A1, de renforcer les dispositions au sujet de l'exercice d'activités dans deux États membres ou plus, mais aussi d'aligner certaines des modifications proposées avec celles relatives au détachement, étant donné que les entreprises, les travailleurs, les inspecteurs du travail et les pouvoirs publics ont besoin d'un cadre juridique clair et cohérent en vue d'être en mesure de s'y conformer et de l'appliquer.

Actions et dates clés :

13/12/2016 – Proposition initiale de la Commission européenne

09/01/2018 – [Prise de position de la FIEC](#)

Automne 2019 à automne 2020 - négociations en trilogue => problèmes de blocage (c.-à-d. clause de dérogation à la notification préalable)

1/3/2021 - [Communiqué de presse de la FIEC](#) "Coordination des systèmes de sécurité sociale : La FIEC dit non aux dérogations à la notification préalable pour le secteur de la construction".

24/06/2021 - [Déclaration conjointe FIEC-FETBB](#) "Les partenaires sociaux de la construction de l'UE appellent à une application numérique" en réaction au projet de résolution du Parlement européen sur l'introduction d'un numéro de sécurité sociale européen avec une carte de travail personnelle.

Automne 2021 - les négociations du trilogue sont toujours au point mort.